

Bureau Economique de Gestion et Holding

International - S.A.B.E.G.H.I.N. S.A.,

Société Anonyme

Siège social: L-2543 Luxembourg

30, Dernier Sol

R.C.S. Luxembourg B 129.503

**S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. -Bureau Economique de Gestion
et Holding International,**

Société Anonyme

Siège social: L-2543 Luxembourg,

30, Dernier Sol.

SABEGHIN II S.A.,

Société Anonyme

Siège social: L-2543 Luxembourg

30, Dernier Sol

NUMERO 4696 ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 30 décembre 2016
--

L'an deux mille seize,

Le trente décembre,

Par-devant Maître **Carlo GOEDERT**, notaire de résidence à
Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de
la société anonyme **BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET
HOLDING INTERNATIONAL - S.A.B.E.G.H.I.N. S.A.,** ayant son
siège social à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol, inscrite au

Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 129 503, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1764 du 21 août 2007.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur **Frédéric DEFLORENNE**, administrateur, demeurant professionnellement à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol,

qui désigne comme secrétaire et scrutateur Madame **Cindy GOMES CORDEIRO**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-3441 Dudelange, 61-63, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Approbation du projet de scission publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro 157.510 du 28 novembre 2016.
2. Constatation de la réalisation de la scission à la date de l'assemblée, sans préjudice des dispositions de l'article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers.
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société scindée.
4. Détermination du lieu de conservation des documents sociaux de la société scindée pendant le délai légal.
5. Approbation des statuts des sociétés résultant de la scission tels que publiés au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro 157.510 du 28 novembre 2016.
6. Constatation de la situation comptable des nouvelles sociétés anonymes ainsi constituées.
7. Approbation de l'attribution des actions des nouvelles sociétés ainsi constituées.
8. Fixation des adresses des sociétés résultant de la scission et

mandat à conférer au conseil d'administration de déplacer celles-ci et nomination des organes sociaux des sociétés résultant de la scission.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Le Président expose ensuite que:

1. le projet de scission établi par le Conseil d'Administration en date du 25 novembre 2016 a été publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro 157.510 du 28 novembre 2016.

2. les actions des deux nouvelles sociétés étant réparties entre les actionnaires de la société à scinder de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital social, il a pu être fait abstraction du rapport spécial visé par l'article 294 conformément à l'article 307 (5) de la loi concernant les sociétés commerciales,

3. le projet de scission, les comptes annuels de la Société ainsi que le rapport de gestion des trois derniers exercices de la Société ainsi

qu'un état comptable arrêté à la date du 31 octobre 2016 ont été déposés pendant le délai légal au siège social de la société à la disposition des actionnaires. Une attestation certifiant leur dépôt au siège restera annexée aux présentes.

Ces faits reconnus exacts par l'Assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION.

L'Assemblée approuve la scission conformément au projet de scission tel qu'il a été publié au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro 157.510 du 28 novembre 2016 en conformité avec l'article 290 de la loi concernant les sociétés commerciales.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'Assemblée constate que conformément aux articles 288 et 307 de la loi concernant les sociétés commerciales la scission telle que décrite dans le projet de scission est devenue définitive avec effet à ce jour. En conséquence, l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société scindée, sans exception ni réserve, est par suite de sa dissolution sans liquidation transféré aux deux sociétés anonymes nouvellement constituées avec effet à ce jour, sans préjudice des dispositions de l'article 302 de la loi sur les sociétés commerciales.

Les deux nouvelles sociétés anonymes ainsi créées sont dénommées:

1. S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. - BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL ; et

2. SABEGHIN II S.A., SPF

et auront leur siège social à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol, (ci-après dénommées «les sociétés anonymes nouvelles»).

Les actions des sociétés anonymes nouvelles sont attribuées sans soulte aux actionnaires de la société scindée, de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital de la Société, à raison d'une action nouvelle dans chacune des deux nouvelles sociétés pour une action de la société scindée.

L'Assemblée approuve l'apport et la répartition des éléments actifs et

passifs du patrimoine total de la Société arrêtée à la date du 31 octobre 2016 aux deux sociétés nouvelles, tels que proposés dans le projet de scission.

TROISIEME RESOLUTION.

L'Assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'Assemblée décide que les documents sociaux de la société scindée seront conservés pendant le délai légal à l'ancien siège social de la société scindée à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'Assemblée approuve la création sous forme authentique des deux sociétés anonymes nouvelles et les statuts tels que proposés dans le projet de scission comme élément de la scission et requiert le notaire instrumentant de constater authentiquement leur constitution et leurs statuts, tels que publiés au Recueil Electronique des Sociétés et Associations numéro 157.510 du 28 novembre 2016, à savoir:

**1) S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. - BUREAU ECONOMIQUE DE
GESTION ET HOLDING
INTERNATIONAL**

Société anonyme

Siège social: L-2543 Luxembourg,
30, Dernier Sol

DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET – CAPITAL.

Article 1er. - Par l'effet de la scission de BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL – S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. par acte du notaire Carlo GOEDERT de Dudelange, il a été formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une société anonyme sous la dénomination de «**S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. - BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL**».

Article 2. - Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration d'une commune à une autre ou à l'intérieur d'une même commune.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Article 3. - La Société est établie pour une durée illimitée.

Article 4. - La Société a pour objet exclusif, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques se rapportant D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Article 5. - Le capital souscrit est fixé à **cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-six dollars et quatre-vingt-quatorze centimes (123.986,94.-\$)** représenté par **mille (1000)** actions sans désignation de

valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix de l'actionnaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

En présence d'actions au porteur, un registre sera tenu auprès d'un des dépositaires énoncé par la loi, ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions au porteur détenues par lui, le transfert d'actions et les dates de tels transferts, tel qu'énoncé par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise,

démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

ADMINISTRATION – SURVEILLANCE.

Article 6. - En cas de pluralité d'actionnaires, la Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant au cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique sont élus par l'assemblée des actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

Article 7. - Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion un autre administrateur pour assumer la présidence *pro tempore* de ces réunions.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou

sur la demande de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, e-mail ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Article 8. - Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Article 9. - Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Article 10. - Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi modifiée du 10 août 1915 et les statuts à l'assemblée générale.

Article 11. - Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être

actionnaires de la Société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la Société, de la direction

technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Article 12. - Vis-à-vis des tiers, la Société se trouve engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs dont celle de l'administrateur délégué.

La signature individuelle d'un administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

En cas d'administrateur unique, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Article 13. - La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération. Ils peuvent être réélus.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article 14. - L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Article 15. - L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de juin de chaque année.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui précède.

Article 16. - Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Article 17. - Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES.

Article 18. - L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

Article 19. - Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

DISSOLUTION – LIQUIDATION.

Article 20. - La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

DISPOSITION GENERALE.

Article 21. - La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Libération du capital social

Le capital social de cent vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-six dollars et quatre-vingt-quatorze centimes (123.986,94.-\$) représenté par mille (1000) actions sans désignation de valeur nominale est libéré intégralement par l'apport aux valeurs comptables à la date du 31 octobre 2016 de la partie des éléments du patrimoine actif de la société scindée destinée à la société.

Le bilan d'ouverture de la société **«S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. - BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL»**, se présente donc comme suit:

Actif (en USD)		Passif (en USD)	
Immob. financières-part.	3.381.863,04	Capital souscrit	123.986,94
Créances	34.805,46	Réserve légale	12.398,69
Créances	115.098,74	Résultat reporté	3.182.922,88
Avoirs en banque	988,47	Bénéfice de l'exercice	67.550,90
		Provisions fiscales	233.187,07
		Autres dettes	69.204,41
Total actif:	3.689.250,89	Total passif	3.689.250,89

Rapport du réviseur d'entreprises

Ledit apport a fait l'objet d'un rapport d'un réviseur d'entreprises indépendant agréé conformément à l'article 294 de la loi sur les sociétés commerciales, établi par AKENE Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises ayant son siège social à L-5670 Altwies, lieu dit «Le Moulin», route de Luxembourg, en date du 30 décembre 2016.

Conclusion

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que :

- *Les méthodes d'évaluation et de répartition des actifs et passifs, ne sont pas adéquates ;*
- *Le rapport d'échange ne présente pas un caractère pertinent et raisonnable ;*
- *La valeur de l'apport en nature de la Société scindée, ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions à émettre en contrepartie par S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. - BUREAU*

ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL et SABEGHIN II S.A., les deux nouvelles sociétés qui seront constituées suite à l'approbation du projet de scission par l'assemblée générale de la Société scindée prévue le 30 décembre 2016. »

Ce rapport restera après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

2) SABEGHIN II S.A.,SPF

Société Anonyme

Siège social: L-2543 Luxembourg,
30, Dernier Sol

DENOMINATION - SIEGE - DUREE - OBJET – CAPITAL.

Article 1er. - Par l'effet de la scission de BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL – S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. par acte du notaire Carlo GOEDERT de Dudelange, il a été formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite, une société anonyme sous la dénomination de «**SABEGHIN II S.A., SPF**».

Article 2. - Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration d'une commune à une autre ou à l'intérieur d'une même commune.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de

la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Article 3. - La Société est établie pour une durée illimitée.

Article 4. - La Société a pour objet exclusif, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisant, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (SPF).

Article 5. - Le capital souscrit est fixé à **six cent trente-cinq mille cent treize dollars et six centimes (635.113,06.-\$)** représenté par **mille (1000)** actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix de l'actionnaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

En présence d'actions au porteur, un registre sera tenu auprès d'un des dépositaires énoncé par la loi, ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions au porteur détenues par lui, le transfert d'actions et les dates de tels transferts, tel qu'énoncé par la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise,

démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

ADMINISTRATION – SURVEILLANCE.

Article 6. - En cas de pluralité d'actionnaires, la Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la

première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant au cas où la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique sont élus par l'assemblée des actionnaires pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

Article 7. - Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la Loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration; en son absence le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion un autre administrateur pour assumer la présidence *pro tempore* de ces réunions.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, e-mail ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Article 8. - Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Article 9. - Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Article 10. - Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi modifiée du 10 août 1915 et les statuts à l'assemblée générale.

Article 11. - Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la Société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

Article 12. - Vis-à-vis des tiers, la Société se trouve engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs dont

celle de l'administrateur délégué.

La signature individuelle d'un administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

En cas d'administrateur unique, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Article 13. - La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération. Ils peuvent être réélus.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

ASSEMBLEE GENERALE.

Article 14. - L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Article 15. - L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième mardi du mois de juin de chaque année.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui précède.

Article 16. - Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Article 17. - Chaque action donne droit à une voix, sauf les

restrictions imposées par la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Au cas où une action est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

ANNEE SOCIALE - REPARTITION DES BENEFICES.

Article 18. - L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

Article 19. - Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes ainsi que les bénéfices mis en réserve reviendront à l'usufruitier.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves

distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

DISSOLUTION – LIQUIDATION.

Article 20. - La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

DISPOSITION GENERALE.

Article 21. - La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Libération du capital social

Le capital social de six cent trente-cinq mille cent treize dollars et six centimes (635.113,06.-\$) représenté par mille (1000) actions sans désignation de valeur nominale est libéré intégralement par l'apport aux valeurs comptables à la date du 31 octobre 2016 de la partie des éléments du patrimoine actif de la société scindée destinée à la société.

Le bilan d'ouverture de la société «**SABEGHIN II S.A., SPF**» se présente donc comme suit:

Actif (en USD)		Passif (en USD)	
Créances	17.348.913,87	Capital souscrit	635.113,06
		Réserve Légale	63.511,31
		Résultat reporté	16.304.265,46
		Bénéfice de l'exercice	346.024,04
Total actif:	17.348.913,87	Total passif	17.348.913,87

Rapport du réviseur d'entreprises

Ledit apport a fait l'objet d'un rapport d'un réviseur d'entreprises indépendant agréé conformément à l'article 294 de la loi sur les sociétés commerciales, établi par AKENE Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises ayant son siège social à L-5670 Altwies, lieu dit «Le Moulin», route de Luxembourg, en date du 30 décembre 2016.

Conclusion

Les conclusions de ce rapport sont les suivantes:

«Sur base de nos diligences aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que :

- *Les méthodes d'évaluation et de répartition des actifs et passifs, ne sont pas adéquates ;*
- *Le rapport d'échange ne présente pas un caractère pertinent et raisonnable ;*
- *La valeur de l'apport en nature de la Société scindée, ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions à émettre en contrepartie par S.A.B.E.G.H.I.N. S.A. - BUREAU ECONOMIQUE DE GESTION ET HOLDING INTERNATIONAL et SABEGHIN II S.A., les deux nouvelles sociétés qui seront constituées suite à l'approbation du projet de scission par l'assemblée générale de la Société scindée prévue le 30 décembre 2016. »*

Ce rapport restera après avoir été signé et validé par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée constate que les apports aux sociétés anonymes nouvelles ainsi constituées ont été faits sur base de la situation comptable au 31 octobre 2016.

L'Assemblée constate qu'au point de vue comptable et fiscal, la scission prend effet rétroactif au 1^{er} novembre 2016 et qu'à partir de cette date les opérations de la société à scinder sont censées être réalisées par

cette société pour le compte des deux sociétés nouvelles.

Les actions des sociétés nouvelles auront le droit de participer au bénéfice à partir de cette date.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée approuve l'attribution des actions des sociétés anonymes nouvelles ainsi constituées aux actionnaires de la société scindée de manière strictement proportionnelle à leur participation dans le capital de la société scindée, c'est-à-dire que les actionnaires de la société scindée recevront pour une action de la Société une action dans chacune des deux nouvelles sociétés.

HUITIEME RESOLUTION

Ensuite les actionnaires des deux sociétés nouvelles, tous ici dûment représentés, ont déclaré prendre en assemblée générale pour compte des nouvelles sociétés les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1).

Est nommé aux fonctions d'administrateur unique, pour les deux nouvelles sociétés, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire en 2022:

- Monsieur Frédéric DEFLORENNE, administrateur, né le 4 octobre 1973 à Charleroi (Belgique), demeurant professionnellement à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

2) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes pour les deux nouvelles sociétés, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire en 2022:

- La société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE DEFLORENNE & ASSOCIÉS S.à r.l., ayant son siège social à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111 495.

3) L'adresse des sièges des deux sociétés anonymes nouvelles ainsi constituées est fixée à L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

4) Du point de vue comptable, le premier exercice social des

deux nouvelles sociétés commence le 1er novembre 2016 et se termine le 31 décembre 2016.

5) La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an deux mille dix-huit.

Constatation

L'Assemblée constate que la scission est réalisée par les présentes conformément à l'article 301 de la loi concernant les sociétés commerciales, sans préjudice des dispositions de l'article 302 de ladite loi sur l'effet de la scission vis-à-vis des tiers.

Elle constate encore la dissolution sans liquidation de la Société suite à la réalisation de la scission suivant les modalités décrites dans le projet de scission.

Déclaration du notaire

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 300 (2) de la loi concernant les sociétés commerciales avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la société scindée ainsi que du projet de scission.

Évaluation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent aux sociétés nouvellement constituées sont estimés à environ sept mille cinq cents euros (7.500.-€).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE.

Fait et passé à Dudelange,

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont tous signé avec le notaire le présent acte.

/Signé/ F. DEFLORENNE, C. GOMES CORDEIRO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 04 janvier 2017

Relation: EAC/2017/351

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, / signé / A. SANTIONI

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés
et aux fins de publication au RESA, Recueil Electronique des Sociétés
et Associations.

Dudelange, le 09 janvier 2017

C. GOEDERT